



contre quoi ils protestent ?

Mardi 19 novembre, c'était le dernier jour du sommet du G20.

Le sommet du G20, c'est un forum intergouvernemental où se réunissent les chefs d'États de 19 pays plus l'Union Européenne et l'Union Africaine, ce qui fait vingt-et-un (21) membres en réalité. Les grandes puissances du monde se retrouvent tous les ans pour trouver des accords économiques ou financiers, pour l'emploi, etc.

Cette année, le sommet a eu lieu à Rio de Janeiro au Brésil lundi 18 et mardi 19 novembre. Donc Emmanuel Macron y est allé également.

Durant ce sommet, l'un des sujets qui a été discuté est l'accord entre l'Union Européenne et le Mercosur, un partenariat commercial entre ces deux entités. Et la France ne veut pas de cet accord, je vous explique pourquoi et c'est vraiment important.

Le Mercosur, je le prononce à la française, se traduit par "marché commun du sud". C'est une zone de libre-échange entre des pays d'Amérique du sud : l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et la Bolivie. Cette zone permet la libre circulation des marchandises et constitue donc une zone économique puissante, la cinquième (5e) du monde.

D'autres pays ont déjà signé un accord de libre échange avec le Mercosur comme l'Inde, par exemple. Ces accords permettent de réduire ou de supprimer les frais de douane pour les biens ou marchandises qui circulent entre ces pays. Ce qui veut dire que les transactions de marchandises sont plus faciles parce qu'elles coûtent moins cher à importer ou à exporter entre les pays membres de ces accords.

Donc le Mercosur voudrait signer ces accords avec l'Union Européenne, parce que c'est un marché économique intéressant pour l'Amérique du sud. Mais ça fait vingt-cinq (25) ans que des négociations sont en cours pour pouvoir les signer.

Un accord de principe a été trouvé en deux-mille-dix-neuf (2019), mais les textes n'ont pas été signés ni mis en application. Mais alors pourquoi ? Tout simplement parce que la France ne veut pas de ces accords de libre-échange.

Premièrement, parce que certains produits fabriqués à l'étranger ne respecteraient pas les mêmes normes que ceux qui sont produits en France.

Et c'est exactement le cas pour l'agriculture. Si l'accord est mis en place, les pays étrangers pourraient exporter de la viande ou d'autres produits alimentaires comme le sucre ou le riz en Union Européenne et les vendre moins cher que les produits locaux.

En échange, les entreprises européennes pourraient plus facilement exporter des produits industriels dans le domaine de l'automobile, dans l'aviation ou autres.

Mais en France, par exemple, la viande et les produits alimentaires sont extrêmement contrôlés. Donc ici, les agriculteurs doivent respecter des normes très strictes pour produire une agriculture de haute qualité. C'est pour ça que les produits alimentaires sont assez chers en France, ce qui peut surprendre les étrangers qui visitent mon pays.

Mais si on importe encore plus de produits qui n'ont pas autant de normes sanitaires ou environnementales, ils seront beaucoup moins chers pour les consommateurs.

Donc les agriculteurs Français pensent que ces accords seraient de la concurrence déloyale et on peur pour leur avenir.

Dans ce contexte, l'adjectif déloyal veut dire que c'est injuste.

Ils protestent donc parce qu'ici en France, on leur demande de respecter beaucoup de normes, ce qui rend leur travail plus difficile, donc les produits sont moins rentables.

Mais d'un autre côté, l'Union Européenne voudrait autoriser l'importation des produits alimentaires

moins chers et sans les mêmes normes, ce qui est un peu paradoxal.

En fait, la France serait d'accord pour signer seulement s'il y a des clauses miroirs, ça veut dire seulement si les normes sur les produits alimentaires sont réciproques, donc que les pays du Mercosur produisent avec les mêmes normes que nous.

Mais ce serait trop difficile à contrôler. En France, les produits alimentaires sont suivis, il y a une traçabilité. Par exemple, pour la viande, on sait exactement d'où elle vient, de quel éleveur, comment elle a été alimentée, quand elle a été tuée, etc. Et en Europe, les hormones de croissance et les aspirines données aux animaux d'élevage sont interdites.

Mais pour des aliments venant de l'étranger, ce serait beaucoup trop compliqué à vérifier. Pour l'instant, le président Macron et le premier ministre Michel Barnier ont clairement dit qu'ils étaient contre ces accords de libre-échange. Et ça fait 25 ans que la France refuse. Les Français veulent continuer à manger des produits locaux. Pas tous, parce que ça coûte cher, mais une majorité de la population.

D'un autre côté, comme je l'ai dit, ce libre-échange serait bénéfique pour l'emploi et l'économie de l'Europe parce qu'il permettrait d'exporter plus facilement et de vendre moins cher aux pays membres du Mercosur. Donc la présidente de la commission européenne voudrait que ces accords soient signés avant la fin de l'année deux-mille-vingt-quatre (2024).

Des gouvernements de certains pays de l'Union Européenne seraient également favorables à la signature comme l'Allemagne ou l'Espagne, même si leurs agriculteurs ne le veulent pas vraiment. Le problème est que la France n'a pas son dernier mot à dire si les autres pays sont d'accord pour signer le traité.

Pour que l'Union Européenne ne puisse pas mettre en application ces accords, il faut au minimum que trente-cinq pour cent (35%) de la population européenne y soit défavorable. Mais la France représente seulement quinze (15%).

Mais, cette semaine, l'Italie a déclaré qu'elle serait également contre la signature.

Alors peut-être que la France aura d'autres pays alliés pour refuser ces accords de libre-échange.

En attendant, les agriculteurs Français ont manifesté pour exprimer leur mécontentement qui s'ajoute à d'autres problèmes qu'ils ont eus l'hiver dernier. En février 2024, l'ancien premier ministre leur a promis des solutions mais certaines n'ont toujours pas été appliquées.

Alors, ils en ont marre d'être pris en otage, marre qu'on les empêche de bien faire leur métier.

Ils sont aussi de plus en plus taxés, ça veut dire que les taxes à payer augmentent.

Ils ont également de plus en plus de paperasse à remplir, c'est-à-dire des documents administratifs pénibles et fastidieux à remplir. Bref, ils en ont ras le bol.

Nos agriculteurs ne font plus confiance à Macron ni à son gouvernement à cause des promesses non tenues et ont très peur pour leur métier.

Et je les comprends parfaitement. Ce sont des métiers très difficiles, il faut se lever très tôt le

matin, travailler beaucoup d'heures dans la journée, respecter des normes précises, faire de la paperasse, etc. Parfois, les conditions climatiques peuvent même anéantir toute une production.

Et en plus, les consommateurs veulent toujours payer moins cher leurs aliments, donc ils achètent en grande surface, en supermarchés. Mais les supermarchés payent mal les agriculteurs.

C'est un sujet complexe parce que d'un côté, je comprends les agriculteurs passionnés qui veulent nous alimenter correctement et qui ont besoin d'être rémunérés à leur juste valeur.

Et d'un autre côté, les consommateurs ne s'en rendent pas compte et ne les valorisent pas assez.

Mon épouse et moi, on évite d'acheter nos fruits et légumes en supermarché et on va chez un

primeur qui travaille avec des producteurs locaux.

Donc un primeur, c'est un marchand de fruits et légumes ou d'autres produits alimentaires.

Certains produits sont plus chers que dans les supermarchés, mais les agriculteurs sont gagnants.

Mais, dans tous les cas, les aliments achetés chez le primeur sont bien meilleurs qu'au supermarché.

Chez ce primeur où on achète nos produits, il y a de plus en plus de monde donc c'est très bien, ça veut dire que de moins en moins de gens achètent leurs fruits et légumes au supermarché.

Donc quand les agriculteurs se révoltent, ça me fait de la peine parce que manger sainement et localement, c'est ce qu'on veut mon épouse et moi.

En plus, là où on habite, notre département est très agricole et produit énormément de bonne nourriture. Depuis la dernière manifestation, on peut voir des panneaux d'entrées des villes à l'envers. Parce que les agriculteurs disent qu'on marche sur la tête, ça veut dire qu'on fait les choses à l'envers. Donc les maires des villes soutiennent nos agriculteurs en mettant leur panneau d'entrée de ville à l'envers.

Cette fois, les agriculteurs ont donc décidé de bloquer certains endroits en France sans vouloir trop gêner les Français. Ils ont surtout manifesté devant des préfectures, symboles du gouvernement français ou alors à des endroits qui portent le nom Europe dans les villes, comme des places de l'Europe ou avenue de l'Europe, etc. Ces manifestations aident les Français à prendre conscience de leurs problèmes et à voir comment on peut agir.

Ensuite, la France ne signe pas les accords parce qu'ils provoqueraient des risques environnementaux liés aux changements climatiques. Ça encouragerait certains pays à déforester encore plus pour produire encore plus de viande bovine. La viande bovine, c'est le bœuf. Et je suppose qu'il y aurait plus de transports utilisés à travers le monde, donc ça augmenterait la pollution mondiale. Et c'est exactement ce qu'il faut arrêter de nos jours.

Mais certains secteurs agricoles seraient bénéficiaires si les accords de libre-échange étaient signés avec le Mercosur. C'est le cas notamment pour les viticulteurs, donc les producteurs de vin qui pourraient vendre moins cher à l'étranger et ainsi augmenter leurs bénéfices.

Donc, c'est un sujet politique complexe dont je ne connais pas tous les détails et dans lequel il y aurait des gagnants et des perdants et où il y a beaucoup d'enjeux économiques.

C'est vrai que c'est toujours mieux si on peut manger local pour soutenir les producteurs de notre région ou de notre pays et pour que ce soit plus écologique. Mais en France, c'est parfois trop cher de manger local, donc beaucoup de gens achètent le moins cher possible.

On verra ce qu'il se passe dans les prochains jours et les prochaines semaines et ce que feront les agriculteurs si les accords sont signés.

Voilà pour ces actualités récentes.

Pour progresser en français ou si vous voulez soutenir la chaîne et le podcast, vous pouvez acheter mon livre "*En route vers le français avec fluidité*". Cliquez sur le lien dans la description pour avoir toutes les informations.

Merci d'avoir suivi cet épisode et à bientôt !